

Le recensement de 1920 avait enregistré 102 millions de personnes des deux sexes, non compris ceux qui étaient sous les drapeaux, tandis que d'après des calculs approximatifs le territoire soviétique possédait à cette époque 127 millions d'habitants et que les territoires faisant actuellement partie de l'Union en ont à peu près 135 millions. En dépit des défauts indiqués plus haut, le recensement de 1920 a servi pendant toute une série d'années antérieures à 1926 de base tant pour les conclusions générales sur la composition de la population que pour l'évaluation du nombre des habitants des régions administratives de l'Union, qui est faite annuellement par la section démographique de l'Administration centrale de statistique. Il est naturel qu'au cours des années ces évaluations devenaient de moins en moins exactes. Toutefois quelques opérations de recensement locales, ainsi que le dénombrement de la population rurale, faites par les organes du fisc dans le but de répartir les impôts, ont fourni un certain nombre de matériaux pour corriger nos calculs et le recensement de 1923, qui ne s'étendait, qu'à la population urbaine, a permis de préciser les données qui se rapportaient à cette catégorie d'habitants. D'autre part il est nécessaire de noter que l'enregistrement des naissances et des décès même dans les provinces centrales de l'Union ne devient exact qu'à partir des 2 ou 3 dernières années, et que les migrations de la population n'ont nullement perdu de leur intensité après l'année 1920. Parmi les causes de ce mouvement nous devons indiquer la démobilisation de l'armée, le rapatriement des réfugiés, le retour aux places de leur séjour habituel à la suite du rétablissement de la vie économique du pays des habitants qui avaient fui à cause des difficultés d'alimentation, l'affluence dans les villes de nouveaux contingents de population rurale, enfin les modifications considérables occasionnées dans toute une série de provinces par la mauvaise récolte de 1921. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que les erreurs des statisticiens dans l'appréciation du nombre des habitants dans les provinces centrales mêmes, atteignaient 10%, ainsi que l'a démontré le recensement de 1926, et que dans les régions éloignées du centre elles ont même dépassé ce chiffre.

Outre les données sur le nombre des habitants nécessaires tant pour les travaux scientifiques que pour les mesures gouvernementales dans un pays, dont l'économie nationale est réglée par un plan, il n'est pas moins indispensable de posséder des données sur la répartition de la population par sexes et par âges, sur les conditions de sa vie sociale, sur les diverses nationalités et sur le niveau de culture des habitants.

Les bouleversements énormes qui ont eu lieu dans le cours de ces dernières années dans la répartition sociale de la population et le peu de prix qu'ont certaines données anciennes, telles que les données sur la composition ethnographique de l'Union, n'ont pas permis aux statisticiens de tirer de ces données des conclusions tant soit peu fondées.

Le besoin urgent d'un nouveau recensement de la population sur tout le territoire de l'Union était tout-à-fait évident. Il fut d'abord question de le faire au début de l'année 1925, comme une partie intrinsèque du système général des recensements, destinés à résumer selon le mode américain la totalité de la vie économique du pays (population, économie rurale, industrie, échange). Cependant des considérations financières ont obligé d'ajourner ce projet. Dans le budget de 1924/25 on n'avait assigné à l'Administration centrale de statistique que les sommes nécessaires à des travaux préparatoires, et le gouvernement lui avait en outre enjoint de présenter au Congrès des statisticiens de l'Union entière les programmes complets des recensements projetés.

Ce congrès, qui a eu lieu au commencement de Février 1926 et auquel ont pris part 375 délégués de diverses institutions statistiques du pays ainsi que plusieurs représentants de la science statistique, a soumis à un examen détaillé les programmes de recensement présentés par l'Administration centrale; ces programmes après avoir été étudiés par la Commission des plans de l'Etat près le Conseil du Travail et de la Défense (Gossplan) ont été définitivement sanctionnés. En même temps l'Administration centrale de statistique a élaboré un plan d'exécution de cette vaste opération statistique. Néanmoins les ressources nécessaires pour son accomplissement intégral n'ont pu être incluses ni dans le budget de 1925/26 ni dans celui de 1926/27.

Le recensement de la population a été reconnu comme le problème le plus urgent, et par décret du Comité Central Exécutif et du Conseil des Commissaires du Peuple de l'URSS du 3 septembre 1926 l'Administration centrale de statistique a été mise en demeure d'accomplir ce recensement dans le cours de l'année 1926. En raison du droit que lui a déferé le décret susdit, l'Administration centrale a fixé pour cette opération la date du 17 Décembre 1926.